

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 29/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IPODEC NORMANDIE**

1674, Boulevard Dambourney  
76350 Oissel

Références : UDRD.2024.11.T.839.SB.Brj  
Code AIOT : 0005803697

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement IPODEC NORMANDIE implanté 1674, Boulevard Dambourney 76350 Oissel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans la cadre du plan pluriannuel de contrôle, l'inspection s'est rendue sur le site de la société IPODEC Normandie, situé au n° 1674, Boulevard Dambourney à Oissel afin de procéder notamment au récolement de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023.

L'inspection s'est attachée le jour de la visite à vérifier notamment les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 relatives aux modifications des stockages sur la plateforme bois (zone n° 5) ainsi qu'au suivi de l'incendie du dépoussiéreur de 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IPODEC NORMANDIE
- 1674, Boulevard Dambourney 76350 Oissel
- Code AIOT : 0005803697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IPODEC OISSEL est autorisée par arrêté cadre préfectoral du 28 juillet 2023 à exploiter des activités de traitement, tri et regroupement de déchets non dangereux sur son site. Notamment, l'exploitant exerce une activité de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques (dans les zones 4, 8, 9 et 10) et bois (dans la zone 5) pour un volume maximal de 29 622 m<sup>3</sup>.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3.1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 1.2.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3.2.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Eaux résiduaires / industrielles	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 4.3.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Contrôles eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 4.3.10	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 7.7.4	/	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 7.7.2 et 7.7.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 8.1.7.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des modifications sur le stockage des déchets (emplacement et quantité) notamment pour les combustibles solides de récupération (CSR) et déchets d'éléments d'ameublement (DEA) dans la zone 3 du centre de tri haute performance. L'étude Flumilog transmise par l'exploitant après la visite par courriel du 25 octobre 2024 ne permet pas à ce stade de s'assurer que cette réorganisation des stocks de CSR et DEA n'engendre pas d'effets supplémentaires à l'extérieur du site vis à vis du risque incendie. Il est attendu de la part de l'exploitant au plus tard sous un délai d'un mois, la complétude de son étude Flumilog avec la prise en compte dans la zone 3 de la propagation entre les 3 cellules de stockage de CSR, du stock de bobines plastiques, de l'atelier de conditionnement en balles de CSR. Il confirmera aussi les volumes et type de déchets par zone entrant notamment dans la rubrique n° 2716-1 (transit, regroupement, tri de déchets non dangereux non inertes). L'inspection pourra alors se positionner sur le caractère substantiel ou non de ces modifications.

Concernant l'exploitation du site, l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois renforcer les opérations de nettoyage des poussières sur les câbles électriques, l'entretien de la deuxième partie du canal de rejets aqueux et des filets de la plate-forme bois, s'assurer que le volume de 700 m<sup>3</sup> pour confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie de la plateforme bois est toujours disponible, réaliser les 3 campagnes mensuelles d'analyses des PFAS sur les points de rejet aqueux n° 1 et 2 du site et transmettre le rapport de mesures sur les poussières et COVT effectuées le 15 octobre 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envol de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/10/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En particulier, les broyeurs et cribleurs de l'unité de tri (séparateurs granulométriques) sont équipées de systèmes d'extraction d'air et de filtres à poussières. Ces dispositifs de filtration doivent être conçus, exploités et entretenus de manière :</p> <p>à faire face aux variations des effluents,</p> <p>à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.</p> <p>Les installations sont entretenues et nettoyées au moins une fois par an et aussi souvent que nécessaire afin de prévenir les amas de poussières.</p> <p>Conformément à l'article 8.1.7.2 des présentes prescriptions, l'installation de broyage des déchets de bois est équipé d'un dispositif de rabattement de poussières mis en fonctionnement en cas de besoin (notamment par temps sec).</p>

Conformément à l'article 8.1.71 des présentes prescriptions, la zone n° 3 des installations est équipée d'un humidificateur ou brumisateurs lors des chargements en vrac de déchet de Combustible Solide de Récupération afin de rabattre les poussières occasionnées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a ouvert un registre concernant les opérations (de jour et de nuit) de nettoyage des poussières dans le centre de tri haute performance (zones 1, 2 et 3). L'exploitant précise que certaines tâches de nettoyage ne peuvent s'effectuer qu'au moment de l'arrêt des convoyeurs (notamment la nuit) et que celles qui n'ont pas pu être faites de jour sont reportées et réalisées soit par l'opérateur de nuit, soit par un agent dédié au nettoyage.</p> <p>Toutefois, l'inspection constate la présence importante de poussières sur les câbles électriques dans la zone 1 au niveau du broyeur "dinosaur". L'exploitant explique la difficulté d'y accéder (notamment avec le sprinklage) mais avoir déjà initié une opération de nettoyage en commençant au-dessus des tas de déchets d'éléments d'ameublement dans cette zone 1, et au-dessus des stocks de Combustible Solide de Récupération (CSR) dans la zone 3, ce que constate l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n° 1 :</u></b> L'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b>, procéder au nettoyage de la poussière accumulée sur les câbles électriques situés au niveau du broyeur "dinosaur", qu'il justifiera à l'inspection par des photographies.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 7.7.2 et 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention et ressource en eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/10/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>

Les vérifications concernant les moyens de lutte contre l'incendie et les dispositifs de sécurité doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : périodique ou suite à un accident, et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

L'établissement dispose des moyens notamment en débit d'eau d'incendie et en protection incendie pour lutter efficacement contre l'incendie.

Ces moyens sont suffisamment denses et répondent aux risques à couvrir. Les matériels d'incendie et les pelles, seaux, réserve de matériaux (sable) doivent être disponibles sur le site à tout moment.

L'exploitant dispose a minima des moyens internes :

- d'une réserve d'eau constituée de deux cuves raccordées en série respectivement de 668 m<sup>3</sup> et 421 m<sup>3</sup> de volume utile servant à alimenter un réseau fixe d'eau incendie, maillé, protégé contre le gel et périodiquement contrôlé : les systèmes sprinklers, rideau d'eau et RIA ;
- une pomperie incendie de 545 m<sup>3</sup>/h capable d'alimenter les équipements ci-dessus ;
- de 2 poteaux incendie raccordés au réseau d'alimentation en eau potable assurant chacun un débit simultané de 60 m<sup>3</sup>/h ;
- système de déluge asservit à des détecteurs triple IR au niveau du stockage des déchets sur la zone n°3 1 du CTHP, du sprinklage sur l'intégralité du bâtiment ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de robinets d'incendie armés protégés contre le gel situés à proximité des issues dans les bâtiments DIB, valorisation, stockage et déchets dangereux, implantés de telle manière que tout point desdits bâtiments puissent être atteints par 2 jets de lance en directions opposées ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie au niveau des ouvertures ménagées pour le passage des balles entre les presses et le bâtiment de valorisation - affinage ;
- d'un système de détection automatique d'incendie fumées et chaleur sur l'ensemble des bâtiments du site avec report sur une centrale incendie dans le bâtiment administratif.

L'exploitant dispose également de moyens externes :

- un réseau d'hydrants (2 poteaux incendie ou 4 bouches incendie) mutualisé avec les installations de l'exploitation voisine et situé à moins de 100 m de la plateforme de bois (zone 5) qui fait l'objet d'une convention définissant le mode opératoire à mettre en œuvre en cas de manque de pression ou débit pour disposer d'au moins 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures sous une pression dynamique d'un bar ;
- d'une cellule dévidoir grande puissance du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime au niveau de l'appontement Seine aménagée (signalisation au sol et verticale, création d'un portillon au niveau de l'appontement, remise en service du treuil mécanique pour descendre et remonter le module pompe flottante d'une centaine de kilogrammes...) afin de faciliter la mise en œuvre par les sapeurs-pompiers.
- L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

#### **Constats :**

L'inspection constate que le support du détecteur incendie dans le broyeur "dinosaur" (en zone 1) a été refixé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité maximale présente
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les zones 1,2 et 3, les déchets d'activité économique (DAE) sont limités à 85 tonnes dont 27 tonnes de CSR.
<b>Constats :</b>  L'exploitant fait état de son stock de déchets présents dans le centre de tri haute performance (zone 1 à 3) le jour de la visite qui indique : <ul style="list-style-type: none"><li>• en zone 1 : 260 tonnes de Déchets d'éléments d'ameublements (= déchets d'activité économique)</li><li>• en zone 2 : 81 tonnes de Bois lié au process et directement envoyé sur la plateforme de bois (zone 5).</li><li>• en zone 3 : 84 tonnes de CSR.</li></ul> <p>L'inspection constate ainsi que la quantité de déchets d'activité économique (DAE) de 58 tonnes (=85-27) maximale autorisée (tableau de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé) est dépassée. Toutefois, il est relevé une erreur avec le volume autorisé de 2 130 m<sup>3</sup> (rubrique n° 2716-1 de la nomenclature) en zone 1 ce qui correspond à 426 tonnes (avec hypothèse d'une densité à 0,2 t/m<sup>3</sup>) et non à 58 tonnes.</p> <p>Cette erreur fera l'objet d'une correction lors de la prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>L'inspection constate également que la quantité de combustible solides de récupération (CSR) de 27 tonnes est dépassée. L'exploitant indique avoir réduit le volume total de déchets d'éléments d'ameublement (DEA) entreposée en zone 8 pour augmenter le stock de CSR en zone 3 et 10. Il précise également qu'environ 50 m<sup>3</sup> de bois après tri sont présents en zone n° 2 en plus des 90 m<sup>3</sup> de refus de tri. L'inspection précise que le bois (issu du tri du process) ne doit pas être stocké dans cette zone étant donné que la plateforme bois (zone 5) est prévue à cet effet.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de DEA dans la zone 8, mais un tas de ferraille (activité autorisée à 4 bennes de 30 m<sup>3</sup> soit 120 m<sup>3</sup> sur 60 m<sup>2</sup>) en vrac issu du pré-tri et du process de tri du centre de tri selon les dires de l'exploitant et la présence de quelques cartons et films plastiques.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 25 octobre 2024, une étude des flux thermiques ainsi que son plan de défense incendie (PDI) dans le but de justifier que ces modifications de stocks n'ont aucune incidence vis à vis du risque incendie et d'actualiser son étude de danger de décembre 2007 (déjà complétée par une étude de flux thermiques en 2018 et 2021).</p> <p>Cette étude ne considère que les zones 1, 2 et 3 (centre de tri haute performance) ainsi que les zones 8 (pour le stock de DEA en vrac) et 10 (pour le stock de CSR en balles).</p>

L'étude conclut que des flux thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup> sortent des limites de propriété sur 0,5 m au Sud du site mais dans une zone non sensible (sans activité - voirie d'entrée du site). L'étude conclut ainsi que les modifications n'engendrent pas d'effets supplémentaires à l'extérieur du site que celui déjà identifié dans l'étude de danger de décembre 2007, à savoir l'incendie de la zone 8 entraînant l'atteinte du seuil d'effet de 3 kW/m<sup>2</sup> sur environ 5 m au nord du site, non susceptible d'engendrer des effets dominos et dans une zone non sensible (partie d'une voirie).

Toutefois, cette étude Flumilog nouvellement remise appelle les remarques suivantes :

- les 3 alvéoles de stockage de CSR ont été prises comme isolées alors que le risque de propagation entre celles-ci ne peut pas être écarté, au vu des conditions de stockage actuelles même si des blocs béton matérialisent leur séparation ;
- la zone de conditionnement des balles CSR comprenant une alvéole de stockage de vrac ainsi que la zone de stockage des bobines plastiques pour le conditionnement en balle n'ont pas été prises en compte dans l'étude Flumilog ;
- la quantité de bois (de 50 m<sup>3</sup>) stockée dans la zone 2 n'a pas fait l'objet de l'étude Flumilog ;
- l'absence de propagation entre le stockage de DEA et de déchets de ferraille (en vrac et issus du tri et pré-tri du process) qui ne se constitue pas à 100 % de ferraille ne se justifie pas sur la simple nature des déchets. Il faut aussi considérer la distance avec les zones de stockage des balles de plastiques, cartons et déchets de plastiques soit à une distance d'au moins 10 m du stock de ferraille en vrac et du stock de DEA.

L'inspection constate que l'exploitant a modifié des emplacements et quantités de stockage (CSR et DEA) par rapport à son porter à connaissance de février 2021 mais le volume total autorisé au titre de la rubrique n° 2716 n'est pas modifié, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Caractéristiques actuelles	Caractéristiques modifiées
<p><b>zone 1 du CTHP</b> (halle de réception) : Déchets mélangés réceptionnés = 2 130 m<sup>3</sup> ;</p> <p><b>Zone 2 du CTHP</b> : Déchets issus du refus de tri (stockeur aérien) = 90 m<sup>3</sup> ;</p> <p><b>Zone 3 CTHP</b> : CSR (stockeur aérien) : 2 × 90 m<sup>3</sup> = 180 m<sup>3</sup> ;</p> <p><b>zone 8</b> : DEA (déchets d'éléments d'ameublement) = 2 500 m<sup>3</sup></p> <p><b>Capacité : 4 900 m<sup>3</sup></b></p>	<p><b>zone 1 du CTHP</b> (halle de réception) : Déchets mélangés réceptionnés (dont DEA) = 2 130 m<sup>3</sup> (soit 426 tonnes) ;</p> <p><b>Zone 2 du CTHP</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• déchets issus du refus de tri = 90 m<sup>3</sup></li> </ul> <p><b>Zone 3 CTHP</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 alvéoles de CSR = 1 200 m<sup>3</sup> (soit 240 t)</li> <li>• CSR (mise en balle, stockeur aérien) 2 × 90 m<sup>3</sup> = 180 m<sup>3</sup> (soit 27 t) ;</li> </ul> <p><b>zone 8</b> : DEA(déchets d'éléments d'ameublement) = 1 100 m<sup>3</sup> ;</p> <p><b>zone 10</b> : CSR en balles = 200 m<sup>3</sup></p> <p><b>Capacité : 4 900 m<sup>3</sup></b></p>



<p>zone 3 : augmentation du stockage de CSR en vrac de passant de 180 m<sup>3</sup> à 1 380 m<sup>3</sup> (+1 200 m<sup>3</sup>)</p> <p>zone 8 : diminution du stockage de DEA en vrac passant de 2 500 m<sup>3</sup> à 1 100 m<sup>3</sup> (-1 400 m<sup>3</sup>)</p> <p>zone 10 : stockage de balle de CSR passant de 0 à 200 m<sup>3</sup> (+200 m<sup>3</sup>)</p> <p>Enfin, le volume de stockage maximum autorisé sur la plateforme de bois est de 24 622 m<sup>3</sup> et non de 25 000 m<sup>3</sup> comme indiqué dans le PDI.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n° 2 :</u></b></p> <p>L'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> compléter et transmettre à l'inspection son étude Flumilog en considérant la propagation d'un feu d'une cellule à l'autre dans la zone 3, la présence de l'atelier de conditionnement de CSR à proximité, le stock de bobines de plastiques, la propagation entre le tas de DEA et le tas de ferraille dans la zone 8 afin de s'assurer que les flux thermiques n'engendrent pas d'effets supplémentaires à l'extérieur du site (notamment au Sud du site). Il doit également corriger le Plan de Défense Incendie (PDI).</p> <p>L'exploitant doit également dans le même délai confirmer les volumes et type de déchets par zone entrant dans la rubrique n° 2716-1.</p> <p>Après réception des documents, l'inspection pourra alors se positionner sur le caractère substantiel ou non des modifications apportées par l'exploitant à ses installations et l'informer de la procédure à suivre pour acter ces modifications.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 3.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures sur les rejets issus du dépoussiéreur sont réalisées tous les semestres et doivent respecter les valeurs limites d'émission : 2 mg/Nm<sup>3</sup> pour les poussières et 10 mg/Nm<sup>3</sup> pour les COVT. En cas de dépassement, l'exploitant devra remettre, dans un délai de 6 mois à compter de la réception des résultats des analyses précitées, une étude technico-économique portant sur les solutions de réduction de cette concentration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate qu'un nouveau dépoussiéreur (suite à l'incendie du 13 septembre 2023) est en place depuis fin août 2024 selon les dires de l'exploitant. Il précise qu'une campagne de mesure sur les poussières et COVT a été réalisée le 15 octobre dernier et être dans l'attente des résultats a priori pour le 8 novembre 2024.</p> <p>La dernière campagne effectuée le 23 février 2023 (avant l'incendie) n'avait pas relevé de dépassement sur les poussières mesurées à 0,037 mg/Nm<sup>3</sup> (0,117 mg/Nm<sup>3</sup> en 2022) pour une VLE à 2 mg/Nm<sup>3</sup> et sur les COVT mesurés en moyenne à 2,2 mg/Nm<sup>3</sup> (1,7 mg/Nm<sup>3</sup> en 2022) pour une VLE à 10 mg/Nm<sup>3</sup>. La surveillance des rejets atmosphériques sur les poussières et COVT est conservée à une fréquence annuelle.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b><u>Demande n° 3 :</u></b> L'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> transmettre le rapport de la campagne de mesure sur les poussières et COVT du 15 octobre 2024, accompagné le cas échéant des actions correctives réalisées ou envisagées en cas de dépassement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Eaux résiduaires / industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 4.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nettoyage du canal de la zone n° 5
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux issues du dispositif de rabattement des poussières lors des opérations de broyage du bois sur la plateforme de bois (zone n° 5) sont collectées et dirigées gravitairement dans un canal puis par surverse vers la station d'épuration gérée par l'industriel Papetier voisin. Le canal est nettoyé autant que nécessaire et au minimum 1 fois par an. Les vérifications (date, constat, mesure à prendre le cas échéant) sont consignées dans un registre de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que l'exploitant a bien ouvert un registre de suivi des opérations de nettoyage du canal, la dernière date du 14 octobre 2024. L'inspection note que l'intervention a duré une demi-heure, mais il n'est pas précisé ce qui a été réalisé. L'inspection constate que le canal n'est pas saturé en eau mais qu'il présente de la végétation et de nombreux déchets de papiers/carton dans la deuxième partie du canal (encore sèche), après la surverse allant jusqu'à la station d'épuration de la société voisine. Les abords du canal ne sont pas non plus correctement nettoyés et le filet est déchiré à plusieurs endroits.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b><u>Demande n° 4:</u></b> L'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai d'un mois</b> , procéder à la réparation du filet, au nettoyage du canal et notamment sur la deuxième partie (après la surverse) qu'il justifiera par des photographies.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Contrôles eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 4.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration d'un tiers, les valeurs limites en concentrations et fréquences de surveillance ci-dessous définies en sortie du canal (plateforme bois de la zone n° 5) mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution. DCO à 900 mg/L et MEST à 420 mg/L à la fréquence trimestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate qu'une analyse des eaux résiduaires au point de rejet n° 1 (zone n° 5 : plateforme bois) a été réalisée le 20 septembre 2024 dont le rapport ne relève pas de dépassements sur les deux paramètres MES et DCO.</p> <p>Toutefois, il est noté que la valeur en DCO mesurée à 1 260 mg/L est conforme compte-tenu du taux d'abattement de la station d'épuration de DS Smith de 2021 en utilisant la formule de calcul : <math>(1 - \text{taux d'abattement à } 96,8 \%) \times \text{valeur mesurée (1 260 mg/L)} = 40 \text{ mg/L}</math>, compris entre 30 et 180 mg/L (article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral susvisé).</p> <p>Par ailleurs, l'inspection confirme à l'exploitant qu'il est bien concerné par la campagne d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux prévue par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, au point de rejet n° 1 sur la zone 5 de la plateforme bois et au point de rejet n° 2 après le bassin de rétention.</p> <p>Les dernières analyses ne permettent pas d'écarter la présence de PFAS dans les rejets, même si les concentrations relevées restent inférieures à 100 ng/L (la somme des PFAS mesurée à 54 ng/L le 14/09/24 sur le rejet n° 2 et la présence de PFOS à 52 ng/L dans le rejet n° 1 le 16/05/22). De plus, les 20 composés obligatoires et le paramètre indiciaire AOF n'ont toujours pas été mesurés dans les analyses.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n° 5 :</u></b></p> <p>L'exploitant doit <b>au plus tard sous un délai de 3 mois</b>, réaliser les 3 campagnes mensuelles d'analyses des PFAS sur les 2 points de rejet aqueux n° 1 et 2 du site, a minima pour les 20 composés obligatoires et le paramètre indiciaire AOF (fluor organique adsorbable). Les résultats des analyses seront à déclarer dans l'application GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Ressources en eau et mousse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 7.7.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens externes d'eau incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose également de moyens externes : un réseau d'hydrants (2 poteaux incendie ou 4 bouches incendie) mutualisé avec les installations de l'exploitation voisine et situé à moins de 100 m de la plateforme de bois (zone 5) qui fait l'objet d'une convention définissant le mode opératoire à mettre en œuvre en cas de manque de pression ou débit pour disposer d'au moins 270 m³/h pendant 2 heures sous une pression dynamique d'un bar ;</p>

d'une cellule dévidoir grande puissance du service départementale d'incendie et de secours de la Seine-Maritime au niveau de l'appontement Seine aménagée (signalisation au sol et verticale, création d'un portillon au niveau de l'appontement, remise en service du treuil mécanique pour descendre et remonter le module pompe flottante d'une centaine de kilogrammes...) afin de faciliter la mise en œuvre par les sapeurs-pompiers.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'appontement sur la Seine est signalé par un panneau et aménagé afin de faciliter la mise en œuvre par les sapeurs pompiers d'une cellule dévidoir grande puissance, à savoir la présence d'un portillon, d'un treuil mécanique pour descendre et remonter le module pompe flottante. L'exploitant précise que l'appontement a été aménagé et est entretenu par la société voisine. Des exercices ont été réalisés récemment par les pompiers selon les dires de l'exploitant mais sans pouvoir communiquer la date exacte.</p> <p>L'inspection constate que le canal (aux abords de la plateforme bois : zone 5) n'est pas saturé en eaux, la deuxième partie du canal après la surverse au niveau du point de rejet n° 1, et allant jusqu'à la station d'épuration de la société voisine est sèche mais l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer si le volume de 700 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction en cas d'incendie sur la plateforme est disponible.</p> <p><b><u>Demande n° 6 :</u></b></p> <p>L'exploitant doit, <b>dès à présent</b> mettre en place un dispositif permettant de vérifier quotidiennement et notamment lors des périodes pluvieuses intenses que le volume de 700 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinctions est toujours disponible en cas d'incendie de la plateforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

#### N° 8 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 8.1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plateforme de bois , zone n° 5
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de bois est suffisamment distant des autres unités du site pour éviter toute propagation d'incendie. Par temps sec, la dispersion des poussières est maîtrisée par arrosage du bois.</p> <p>Les installations de broyage (broyeur, encours, équipements de manutention associés) doivent être implantées à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété. Elles sont équipées de systèmes de filtration et de rabattement des poussières par brumisateurs.</p> <p>Les déchets de bois de classe A, B et déchets d'éléments d'ameublement (DEA) brut et broyé sont stockés séparément par îlot distant chacun d'au moins 10 mètres pour éviter toute propagation d'un incendie, aux dimensions (Largeur x longueur x hauteur en m) suivantes :</p> <p>1 îlot bois A brut de 30 x 20 x 4,5 m  1 îlot bois A broyé de 16 x 7,8 x 4 m  1 îlot bois B brut de 38,4 x 30 x 4,5 m  2 îlots bois B broyé de 25 x 17,2 x 4 m</p>

1 îlot DEA brut de 38,4 x 30 x 4,5 m  
1 îlot DEA brut de 34,4 x 20 x 4,5 m  
1 îlot DEA broyé de 30 x 27 x 4,5 m

Les îlots de bois de classe A brut, B brut et DEA brut sont encadrés sur la totalité des 3 côtés par des blocs béton de 80 cm d'épaisseur et de 4 mètres de hauteur (cf. figure 3). Un mur de bloc béton (ép. : 0,8 m x H = 4 m x l = 10 m) est également implanté à 10 mètres de la limite de propriété Ouest, coté îlot de bois B Broyé de façon à éviter tout débordement et ainsi de garantir aucun flux thermique atteint hors du site et aucun impact sur le poteau électrique situé à l'ouest de la plateforme de bois.

Un espace est préservé entre les îlots et les limites de propriétés, d'au moins 10 m au Nord et à l'Ouest et d'au moins 5 m au Sud et à l'Est de la plateforme

**Constats :**

L'inspection constate sur la plateforme bois (zone 5) que les distances entre les îlots de bois entre eux, mais aussi avec les limites de propriétés sont respectées et la présence d'un mur de bloc béton implanté à 10 mètres de la limite de propriété Ouest, coté îlot de bois B Broyé de façon à éviter tout débordement et ainsi de maîtriser les risques sur le poteau électrique situé à l'ouest de la plateforme de bois.

**Type de suites proposées :** Sans suite